

"Le régime a voulu, par la fraude, le procès et le verdict, freiner la dynamique du changement"

Président de la Mauritanie de 1980 à 1984, l'ancien colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla était lors de la dernière élection présidentielle le principal challenger de son "frère d'armes" et tombeur, le président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya. C'est la première fois qu'il accorde une interview à un journal francophone, en l'occurrence Africa International

Votre itinéraire semble singulier. Après avoir perdu le pouvoir politique en 1984, vous créez à l'époque la surprise en rentrant au pays pour vous constituer "prisonnier"...

Mohamed Khouna Ould Haidalla: Tout à fait. J'ai appris mon renversement pendant que j'ai assisté au

Sommet de la Francophonie à Bujumbura; certains de mes amis du Comité militaire ont jugé utile de prendre le pouvoir. D'ailleurs, ils n'avaient pas besoin de fomenter un coup d'État. Ils pouvaient me démettre aussi facilement qu'ils m'avaient porté à la tête du pays en 1980 par vote au sein du Comité militaire du Salut nationale (CMSN). L'occasion leur a été donnée à plusieurs reprises à mon initiative. J'ai décidé de rentrer, car je n'avais rien à me reprocher. J'ai donc préféré la prison sur la terre mauritanienne à l'exil doré.

S'il y a un moment que j'aimerais évoquer au moment où je présidais aux destinées de la Mauritanie, c'est peut-être la période où j'étais confronté à l'hostilité permanente de mes camarades du Comité militaire qui n'étaient plus favorables à la cession définitive du pouvoir aux civils, après la mise en place d'institutions démocratiques, et

aussi la tentative de coup d'État du 16 mars 1981 dont je fus victime. Les années de prison que j'ai connues à la suite de mon arrestation à mon retour de Mauritanie ont été désastreuses pour ma famille et surtout mes jeunes enfants. Mais ce fut aussi une expérience riche d'enseignements, même si je ne souhaite à personne la prison.

Depuis lors, j'ai mené une vie ordinaire d'un citoyen en accord avec sa conscience, loin des contraintes de la fonction présidentielle et animé du sentiment d'avoir servi mon pays dans les limites des possibilités de sa conjoncture. Une sécheresse désastreuse, une économie nationale qui ne se remet pas des lourdes conséquences de la guerre et la récession mondiale qui a marqué cette période sont autant de facteurs qui rendaient cette mission particulièrement difficile.

Mohamed Khouna Ould Haidalla à Africa International

"Le régime a voulu, par la fraude, le procès et le verdict, freiner la dynamique du changement et neutraliser les auteurs de ce changement"

Suite de Une

La Justice mauritanienne vient de vous condamner à une peine de cinq années de prison avec sursis, assortie d'une privation de vos droits civiques, comment appréciez-vous ce verdict?

Les mêmes auteurs du coup d'État que vous venez de mentionner sont aussi les auteurs de ce verdict à travers la justice qui est un instrument à leur disposition. Ils s'en servent pour régler leurs comptes politiques. En ce qui me concerne, j'ai pu rassembler autour de ma candidature à l'élection présidentielle du 7 novembre 2003 une large majorité de Mauritanien qui veut voir l'alternance pacifique au pouvoir se concrétiser à travers ma personne.

Pour ma part, j'ai confiance en l'avenir démocratique d'une Mauritanie unie et fraternelle. Ce procès pour "complot", nous l'avons vécu, mes camarades et moi, sereinement puisque nous étions innocents et étions en accord avec nos consciences. Vous savez, depuis notre déclaration de candidature nous avons été l'objet d'une campagne de provocations et d'intimidations à laquelle nous nous sommes abstenus de répondre. Ce procès est l'aboutissement du complot contre l'alternance pacifique. Une machination d'amateurs qui vise à obtenir le naufrage du processus démocratique et, bien entendu, notre neutralisation politique par le biais de la justice. Mais cela ne trompe personne.

Je saisis cette occasion pour exprimer, à mon non personnel et au nom de mes amis, nos sincères remerciements au peuple mauritanien, hommes et femmes, partis politiques et société civile, pour leur soutien durant cette épreuve.

Nous faisons mention spéciale aux avocats mauritaniens et leurs confrères venus du Sénégal et du Mali, sans oublier la disponibilité des avocats français prêts à se joindre au collectif et qui n'ont pas pu obtenir de visa. Tout comme nous exprimons notre reconnaissance à la communauté internationale pour sa mobilisation pour le triomphe des Droits de l'homme, de la Justice et de la Démocratie...

Avez-vous aujourd'hui le sentiment d'être désormais exclu de la lutte politique en Mauritanie, ou allez-vous continuer le combat pour votre réintégration dans vos droits politiques?

Nous ne nous sentons ni exclus ni démobilisés, loin s'en faut. Ce qui a toujours guidé notre action, c'est l'intérêt de notre pays. Celui-ci est en crise profonde, il est hors de question pour moi de céder à l'indifférence ou à la démission. C'est pourquoi l'urgence me commande d'agir, afin que chaque citoyen ait le droit de participer à la gestion de la chose publique et à la construction nationale. Je ne suis pas encore privé de mes droits civiques, dans la mesure où la décision de la

cour criminelle de Nouakchott fait l'objet d'un pourvoi en cassation qui en suspend les effets.

Innocent et confiant dans la justice de mon pays, je demeure convaincu que la décision sera cassée et annulée par la cour suprême de Mauritanie. En attendant, mes amis et moi-même réfléchissons à la meilleure manière d'apporter notre contribution à la paix civile et à la démocratisation dans notre pays.

Les différentes accusations contre vous évoquent "l'atteinte à la Sûreté de l'Etat", une "tentative de déstabilisation", avec l'aide de pays étrangers comme la Libye, l'Arabie Saoudite, où se situe exactement la réalité?

La vraie crainte, je l'ai déjà évoquée : la Coalition pour une alternance pacifique avait toutes les chances de gagner l'élection car nous œuvrons pour l'avènement d'une démocratie apaisée, seul rempart contre la violence. Notre mouvement a enregistré, au cours de la campagne présidentielle, des adhésions massives à cette démarche républicaine. Mais le pouvoir ne voulait pas aller jusqu'au bout de la logique démocratique. Pour cela, il a sorti de ses tiroirs la vieille recette de la théorie de "complot et complicité avec un pays étranger" déjà utilisée à maintes reprises, notamment en 1992 et 1997. Cette

technique consiste à traîner devant les tribunaux, pour complot, tout candidat émergent ou tout candidat arrivé au second tour aux élections présidentielles, avec comme objectif, la mort politique par privation des droits civiques. Le pouvoir, récidive aujourd'hui pour masquer la fraude qui a entaché le scrutin et détourné l'opinion nationale et internationale. Une manière donc de maquiller un vrai complot ourdi contre les forces du changement pacifique et leur projet de société, et contre la démocratie.

Selon les services de police, un de vos fils, aurait reçu l'assommoir de 904.000 dollars venus de Tripoli, les informations officielles parlent de l'existence d'un "plan Grab I" qui aurait été éventé grâce à un "opposant" venu de Paris.

Tout cela n'a pas de fondement. La police et le parquet n'ont pu fournir la moindre preuve à ces accusations. Au cours du procès, tout le monde a pu en témoigner. Le tract Grab I n'a été saisi ni dans nos domiciles, ni dans nos bureaux, ni chez quelqu'un de notre entourage, proche ou lointain.

Ce document a été rendu public, pour la première fois, par le directeur de campagne du candidat Taya qui s'est mu à l'occasion en procureur-accusateur. C'est un pétard mouillé. Quant au financement extérieur, d'ailleurs, aucune loi ou texte réglementaire ne l'interdit. Là aussi, c'est une accusation sans fondement qui est

lié à la théorie du fameux complot. En quittant les affaires nationales publiques, j'ai aussi quitté les affaires internationales. Je n'ai entretenu aucune relation avec la Libye et l'Arabie Saoudite qui sont des pays frères.

Le même "Plan" vous impute la paternité d'un gouvernement de transition déjà constitué par vos partisans, dans la perspective du renversement du président Maaouya Ould Taya...

Quand la justice nous a fait lire pour la première fois ce tract, nous avons tous pu constater que la liste dite des "ministres potentiels" était incomplète puisqu'il y avait des blancs à remplir ultérieurement, et certains noms de "ministres" étaient incomplets. Il y avait le patronyme sans le prénom. C'est dire que celui qui la concocté n'avait pas de familiarité avec nos amis. C'est aussi, à l'instar du Grab, un montage des services de renseignement.

Qu'est-ce qui a motivé votre retour sur la scène politique, vingt ans après avoir perdu le pouvoir. Est-ce cette volonté que certains vous prêtent de prendre la revanche sur votre "tombeur", le président Maaouya Ould Taya?

Si j'ai déposé ma candidature aux élections du 7 novembre 2003, c'est en réponse aux demandes pressantes d'une large majorité de Mauritanien, inquiets de la manière dont le pays est gouverné, et surtout après les événements des 8 et 9 juin 2003. Dans ma déclaration de candidature, je suis revenu sur la période où j'étais au pouvoir et j'ai fait mon "mea culpa".

En cas de victoire, je me suis engagé pour un mandat de cinq ans non renouvelable. Si j'ai décidé aujourd'hui de m'impliquer, c'est tout simplement parce que mon pays a plus que jamais besoin de moi. Loin de tout calcul et d'esprit de revanche, je viens muni d'un projet démocratique pour sortir la Mauritanie de la crise multidimensionnelle profonde dans laquelle elle s'enlise. La tentative de coup d'État du 8 Juin n'était qu'un signe précurseur de la menace de déstabilisation qui planait sur le pays.

En somme, il faut rétablir la démocratie, organiser la réconciliation nationale, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'impunité et garantir la justice sociale.

Un homme qu'on disait proche de vous, au point, dit-on, d'avoir effectué le pèlerinage avec vous à la Mecque en 2002.

L'intérêt de la Mauritanie passe avant tout autre considération: Avant les amis, avant les parents et avant les compagnons de route. Avec le président Taya nous avons repris contact en 1994. Lors des événements tragiques de juin 2003, je lui ai également téléphoné pour, entre autres, lui présenter

mes condoléances pour toutes les victimes de cette violence regrettable.

Quel regard portez-vous sur le régime actuel, quel est le passif et l'actif du président Taya?

Faire le bilan de 19 ans de pouvoir dans ces colonnes n'est pas une chose facile. Mais de manière ramassée, un constat s'impose : la Mauritanie va mal. L'unité nationale est menacée, la pauvreté s'est généralisée, le marasme économique bat son plein, aggravé par le fardeau de la dette extérieure, le pays a englouti des milliards de dollars en emprunt et en aide au développement. C'est à voir si le dixième de toute l'enveloppe a pu être investi dans les infrastructures de base. La paix civile est en danger. Nos relations traditionnelles avec nos voisins, avec nos frères et avec nos amis sont sévèrement affectées. L'État mauritanien est en déliquescence.

Le coup d'Etat du 8 Juin dernier semble encore ramener l'armée dans le jeu politique à Nouakchott, est-ce un recul pour la démocratie?

Bien sûr, c'est un recul. Au blocage actuel, il faut trouver une issue. La solution doit être démocratique et non-violente, sinon on ouvre la voie à toute sorte d'aventure et même au réveil des coups d'État, que Dieu nous en garde.

Quels rapports entretenez-vous aujourd'hui avec l'opposition mauritanienne, notamment avec Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkehir?

Au cours de la campagne présidentielle, nous avons pu nous concerter sur l'élection et la gestion du processus démocratique. Aujourd'hui, plus qu'hier, nous avons besoin de travailler ensemble car la contribution à l'enracinement de la démocratie est le devoir de tous et de chacun. Les forces de l'opposition doivent s'entendre et agir ensemble en confiance pour affronter les défis et les enjeux nationaux.

Durant l'élection présidentielle, vos adversaires n'ont pas manqué de rappeler la coalition jugée antinomique, soutenant votre candidature: les "Islamistes", les "Baassistes" et les "Négro Mauritanien"...

Ces mêmes forces existent au PRDS, le parti au pouvoir. Je vois mal comment nos islamistes sont plus islamistes, nos baassistes sont plus baassistes et nos Négro mauritaniens plus négro mauritaniens... En tout cas, notre rassemblement s'est fait autour d'un projet politique accepté par toutes les sensibilités politiques qui ont laissé de côté les querelles idéologiques et spécifiques pour s'atteler à l'oeuvre de l'alternance pacifique. Cette coalition est plurielle et non antinomique ni antagoniste. C'est l'expression de la Mauritanie dans sa diversité, dans toute sa richesse. C'est un atout et non un handicap à relever.

Existe-t-il encore un "problème négro-africain" en Mauritanie, c'est à dire l'exclusion d'une partie de la communauté noire des centres de pouvoir et des décisions?

Notre nation a vécu des événements douloureux en 1989. Face à ces événements, j'ai ressenti une profonde douleur pour mon peuple. Ce sont des événements très graves, inexplicables, inacceptables, et lourds de conséquences pour l'unité nationale qui était au centre de nos préoccupations comme candidat.

Tout en les condamnant fermement et en souhaitant que cesse l'impunité qui les couvre, je prie Dieu qu'il épargne à jamais mon pays d'une telle épreuve. Cette blessure est toujours béante. La réconciliation nationale est la priorité de nos priorités. Nous mettrons tout en oeuvre pour l'avènement d'une Mauritanie réconciliée avec elle-même, qui intègre tous ses fils, sans exclusive, abstraction faite de leur appartenance ethnique, régionale et tribale. Nous marcherons vers l'avenir la main dans la main avec nos frères négro mauritaniens.

Etes vous surpris par le peu de réaction de la population à votre arrestation?

Le peuple mauritanien est par essence non-violent. Il n'a pas une tradition de protestation et de confrontation avec les forces de l'ordre.

Ces dernières ont été déployées massivement pour dissuader toute volonté de protestation. Mais la population s'est mobilisée, malgré tout, à sa façon pour nous soutenir et condamner sans équivoque notre arrestation et le procès que le pouvoir a organisé contre nous.

Etes-vous favorable au maintien des relations diplomatiques avec Israël?

C'est une question qui nous a précédés, c'est un problème qui relève de la souveraineté du peuple mauritanien. C'est avec lui que nous prendrons la décision qui préserve les intérêts du pays dans le contexte d'une diplomatie qui travaille pour la justice et la paix dans le monde.

Votre penchant pour la cause sahraouie a-t-il joué en votre défaveur, comme prétendent certains observateurs internationaux?

Si j'ai eu un penchant, il a été pour la Mauritanie et les intérêts de la Mauritanie. Ma position sur le conflit du Sahara découle de cette préoccupation. Nous avons observé la neutralité et avions soutenus une solution négociée dans le cadre de l'ONU qui respecte l'autodétermination du peuple sahraoui conformément au droit international.